LE FILS OUBLIÉ DE TROTSKY

JEAN-JACQUES MARIE

LE FILS OUBLIÉ DE TROTSKY

ÉDITIONS DU SEUIL
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e^*

ISBN 978-2-02-103819-4

© Éditions du Seuil, janvier 2012

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com



Source: Boris I. Nicolaevsky Collection, Box 376, Hoover Institution Archives. (D. R.)

Introduction

Le chaînon manquant

« Le fils de Trotsky, Serge Sedov, a tenté d'empoisonner les ouvriers », annonce la *Pravda* du 27 janvier 1937.

Alors que, depuis des années, le nom de Trotsky figure chaque jour ou presque dans la presse soviétique, accompagné d'un flot sans cesse croissant d'insultes toujours plus violentes (« valet de la contre-révolution, mercenaire du fascisme, agent de la Gestapo, bandit, espion, assassin, saboteur, hitlérien, taupe de l'Intelligence Service… »), c'est la première fois que la *Pravda* cite le nom de son fils cadet, déporté depuis six mois au camp de Vorkouta, au-delà du Cercle polaire.

Selon le journal du Kremlin, dans la grande usine de constructions mécaniques Krasmach, basée à Krasnoïarsk, fondeurs, menuisiers, forgerons, monteurs, chefs d'atelier, contremaîtres se sont succédé la veille à la tribune pour clamer leur indignation : « Trotsky, le méprisable agent du fascisme international, a lancé ses ignobles tentacules […]. Serge Sedov, digne rejeton de son père vendu au fascisme, a tenté d'empoisonner un grand groupe d'ouvriers avec le générateur de gaz. » Dans une résolution adoptée à l'unanimité aussi artificielle que l'indignation générale, les ouvriers demandent au NKVD, la police politique du régime, de « nettoyer l'usine des épigones de l'agence trotskyste et de démasquer les complices directs de cette saloperie

fasciste », à savoir le directeur de l'usine et la quasi-totalité des chefs de service. Ils ont enfin juré de « répondre à l'activité répugnante des chiens fascistes déchaînés […] en s'unissant plus étroitement encore […] autour du père bien-aimé des peuples de l'URSS, le camarade Staline ». Cet amour « exige avec insistance de la Cour suprême qu'elle anéantisse jusqu'à son dernier membre la vermine trotskyste du centre trotskyste anti-soviétique ».

Leur prétendue colère a mis longtemps à exploser : déguisée en sabotage par le NKVD, la fuite de gaz s'est en effet produite dix mois avant cette assemblée… le 1er avril 1936 ! À l'époque, chacun n'y voyait qu'un banal accident. Mais la terreur massive alors déchaînée exige la criminalisation généralisée des actes les plus banals. La ménagère, qui, par mégarde, enveloppe ses ordures dans un numéro de la *Pravda* où figure la photo de Staline, peut ainsi se voir accusée de vouloir attenter à la vie du chef suprême.

La motion finalement adoptée a été rédigée par le NKVD, avec à sa tête Nicolas Iejov (dit aussi le Nabot sanguinaire), un proche de Staline. Ce dernier suit alors pas à pas le déroulement de la bacchanale meurtrière dans laquelle il plonge le pays. C'est lui qui établit les listes de condamnés, fusillés ou déportés, et c'est évidemment de lui qu'émane la décision de publier l'article vengeur. Car nul ne saurait prendre une initiative concernant Trotsky et sa famille sans son aval.

La motion se conclut par l'appel à la Cour suprême. La dénonciation de l'« empoisonneur » Serge Sedov est publiée sous un autre article, dont le titre exige de « FUSILLER LES BANDITS TROTSKYSTES ENRAGÉS ». Ces « bandits » sont les dix-sept accusés du procès qui s'est ouvert le 23 janvier 1937 dans la salle des colonnes du Palais des syndicats, à deux pas du Kremlin. Leur inspirateur, Léon Trotsky, se trouve en exil aux antipodes : au Mexique. « En collaboration avec les agents des services

d'espionnage étrangers, assène le procureur Andreï Vychinski, ils ont provoqué des déraillements, des explosions et des incendies de mines et d'entreprises industrielles », conspiré l'assassinat de dirigeants soviétiques, dont celui de Kirov, Premier secrétaire du parti de Leningrad, introduit des clous ou du verre pilé dans le beurre, empoisonné le blé et le bétail, excité les ouvriers en bloquant le versement de leur salaire ou en faisant fabriquer des vêtements d'été l'hiver et d'hiver l'été… Ils n'ont pas hésité à provoquer « l'intoxication et la mort d'ouvriers[1] ».

L'accusation lancée contre Serge Sedov se situe ainsi dans le droit-fil d'un procès qui se conclut par la condamnation à mort de treize des dix-sept saboteurs prétendus (les quatre autres seront assassinés plus tard). Son sort est donc scellé.

Si Serge Sedov est indirectement visé par l'acte d'accusation, il l'est surtout par la dénonciation permanente contre son père, présenté par tous les accusés comme l'inspirateur et l'ordonnateur du terrorisme, ainsi que par le rôle prêté à son frère aîné Léon dans cette entreprise. Le principal accusé du procès, Piatakov, prétend ainsi avoir reçu de Léon Sedov « de nouvelles directives de Trotsky […] insistant sur la mise en œuvre du terrorisme[2] ».

Serge Sedov sera enfin visé trois jours plus tard par la conclusion du verdict : « Les ennemis du peuple Trotsky Lev Davidovitch et son fils Sedov Lev Davidovitch […] doivent, s'ils sont découverts sur le territoire de l'URSS, être immédiatement arrêtés et déférés devant la chambre militaire de la Cour suprême de l'URSS[3]. » Le Kremlin n'a pourtant intenté aucun procès contre Trotsky et son fils aîné, ce qui l'aurait contraint à demander leur extradition. Staline ne veut prendre ni le risque

1. *Le Procès du Centre antisoviétique trotskyste*, Moscou, Le Commissariat du peuple de la justice de l'URSS, 1937, p. 5-18.
2. *Ibid.*, p. 22.
3. *Ibid.*, p. 603-604.

d'une telle demande ni celui d'un vrai procès. Le verdict a donc un seul sens : annoncer l'assassinat des deux hommes.

Staline envoie systématiquement à la mort ou dans des camps spéciaux parents proches et lointains des « ennemis du peuple ». Il répète pourtant que « le fils n'est pas responsable du père », et les *Izvestia* n'évoquent jamais ces victimes collatérales qui disparaissent en silence. Tout comme la *Pravda* qui, le 27 janvier, dénonce tapageusement Serge Sedov parce qu'il est destiné à un spectacle public.

Alors pourquoi l'accuser soudain d'avoir tenté d'empoisonner des ouvriers, au beau milieu d'un procès dont le scénario est bouclé depuis des semaines ? Sans doute pour aller au-devant de la principale faille de ce procès : les accusés complaisants répètent inlassablement qu'ils ont reçu des directives de Trotsky leur ordonnant assassinats d'ouvriers, déraillements de trains, incendies criminels, explosions dans les puits de mine, et même le remplacement méthodique de locomotives en bon état de marche par d'autres hors d'usage. Mais le procureur Vychinski ne peut en invoquer la moindre preuve. Plus Trotsky écrit… moins il laisse de traces. Cette carence inévitable s'avère fâcheuse.

Ainsi, au procès, Karl Radek et Gueorgui Piatakov prétendent avoir reçu des lettres de lui ordonnant le recours à la terreur. Mais ils les ont détruites. Radek souligne cyniquement la difficulté ainsi créée : « Le procès, dit-il, a montré que l'organisation trotskyste est devenue l'agence des forces qui préparent la nouvelle guerre mondiale […]. Les preuves de ce fait sont les déclarations de deux hommes : les miennes, dans lesquelles j'ai déclaré avoir reçu des directives et des lettres – que j'ai brûlées malheureusement – de Trotsky, et les déclarations de Piatakov qui a parlé avec Trotsky. Toutes les autres dépositions reposent sur les nôtres[1]. » L'édifice est fragile…

1. *Ibid.*, p. 565.

Vychinski se console en proclamant une conquête du socialisme triomphant, qui remonte à l'Inquisition : « l'aveu est la reine des preuves ». Tous les moyens étaient bons pour arracher cet aveu aux victimes. Leur extorsion devint vite le maillon de la procédure inquisitoriale. En l'absence de toute preuve matérielle pour des crimes inventés, Vychinski et le NKVD ont la même pratique. Ils font donc de nécessité vertu.

Mais les aveux accablants des accusés des procès de Moscou ne reposent que sur le spectre de lettres détruites qui n'ont jamais existé. Une déposition de Serge Sedov attestant qu'il a voulu empoisonner des ouvriers sur ordre de son père vaudrait largement ces lettres manquantes.

Staline tient aussi la première femme de Trotsky, Alexandra Sokolovskaïa, avec laquelle il a eu deux filles et qui est déportée depuis deux ans à Kolyma. Le NKVD la rapatrie à Moscou pour l'utiliser aux mêmes fins. De six ans plus âgée que Trotsky, Alexandra a milité depuis 1896. Elle a cessé toute activité au début des années 1930, ses deux filles ayant trouvé la mort – Nina en 1928, Zinaïda en janvier 1933 ; leurs maris (dont les deux époux successifs de Zinaïda) sont en prison. Jusqu'à son arrestation en 1935, Alexandra a donc la charge des petits-enfants dont on perdra la trace après son exécution en 1938. Réduite au rôle de grand-mère, elle n'a pas abandonné ses convictions et le dit à une de ses voisines de camp : « Si tu les entends dire quelque part que je me suis reconnue coupable, n'en crois rien [1]. »

Sedov, le fils, serait l'atout idéal pour espérer arracher des « aveux » contre le père. Les enquêteurs du NKVD en ont bien extorqué aux proches camarades de Trotsky : Nikolaï Mouralov, Ivan Smirnov et bientôt Christian Racovski. Ces vieux révolutionnaires, d'une trempe peu contestable, avaient affronté la lutte clandestine sous le tsarisme, risqué leur vie pendant la

1. Nadejda Joffé, *Vremia Nazad*, Moscou, TOO, 1992, p. 112.

guerre civile, combattu Staline au péril de leur liberté, connu les prisons ou le Goulag. Ils ont pourtant craqué et accepté de débiter les accusations les plus infamantes contre leur ancien leader et camarade.

Or, Serge Sedov semble présenter pour le NKVD deux faiblesses exploitables : d'abord il est follement amoureux de sa jeune femme, Henriette Rubinstein, ensuite il n'a aucun passé militant. Il a depuis longtemps quitté les rivages de la politique pour le sport et les moteurs gazogènes ; il n'a pas de conviction affirmée. Tous ceux qui l'évoquent, à commencer par ses parents, répètent : Serge Sedov est un garçon absolument apolitique, qui ne s'intéresse qu'aux mathématiques, à la gymnastique, au football et au tennis. Trotsky note ainsi dans son journal, le 2 avril 1935 : « Mon fils cadet Serioja, à la différence de l'aîné, et en partie par opposition directe contre lui, avait tourné le dos à la politique dès l'âge de douze ans[1]. »

Qu'il parle de Serge en public ou dans les pages intimes de son journal d'exil, il ressasse la même description : « Notre fils n'a jamais eu le moindre attachement politique », « n'a jamais été lié à la politique », « est tout à fait à l'écart de la politique », « tout à fait apolitique »[2]. L'image est si prégnante que Leonardo Padura la reprend, lorsqu'il l'évoque pour la première fois dans *L'homme qui aimait les chiens* : « Le benjamin Serioja, l'*homo apoliticus* de la famille, se maintenait en marge des luttes partisanes[3]. » Lorsque Staline a chassé ses deux parents d'Union soviétique en février 1929, Serge a décidé d'y rester. Mais son apolitisme n'aura pas l'effet escompté. La femme et les enfants des opposants exécutés subissent souvent le même sort que ces

1. Léon Trotsky, *Journal d'exil*, traduit du russe par Gustave Aucuturier, Gallimard, « Folio », 1977, p. 91.

2. Léon Trotsky, *Œuvres*, EDI, t. XI, p. 66, et t. XII, p. 192, 218, 230-231.

3. Leonardo Padura, *L'homme qui aimait les chiens*, traduit de l'espagnol par René Solis et Elena Zayas, Métailié, 2011, p. 30.

derniers. Ainsi Staline fait fusiller les deux fils de Kamenev, cousins de Serge Sedov, et Olga Smirnova, la fille musicienne d'Ivan Smirnov, condamné lui aussi du premier procès de Moscou.

Trotsky évoque dans son journal d'exil les souffrances que Serge doit endurer en payant pour un combat auquel il est indifférent : « S'il y avait chez Serioja un intérêt politique actif, un esprit de fraction, toutes ces pénibles épreuves se justifieraient. Mais ce ressort intérieur lui manque totalement. Ce qui arrive lui est d'autant plus pénible[1]. » Il est apparemment plus facile de briser un ressort intérieur inexistant qu'un ressort tendu par des années de luttes. Pourquoi dès lors résisterait-il à la pression du NKVD ? Pourquoi la police politique de Staline ne parviendrait-elle pas à lui arracher la même sorte d'aveux qu'elle est parvenue à extorquer aux proches compagnons de Trotsky ?

Pourtant, Serge Sedov inflige un échec à Staline. Accusé de sabotage et d'actes de terrorisme, il refuse de se reconnaître coupable. Il ne comparaîtra donc pas dans un procès public. La « justice stalinienne » exige en effet que l'accusé se charge lui-même, se salisse, s'avilisse afin de se discréditer. C'est pourquoi les interrogatoires commencent rituellement par la question : « Exposez-nous en détail vos activités contre-révolutionnaires ! » L'accusé, qui ne sait pas ce qu'on lui reproche, doit devenir son propre accusateur.

Alors que beaucoup finissent logiquement par céder, après des interrogatoires à la chaîne, debout, sous les coups, sous les menaces proférées contre leur famille, Serge Sedov, lui, ne craquera pas. Son refus obstiné interdit au NKVD d'attribuer à une directive de Trotsky l'acte de sabotage qu'il lui impute et de l'utiliser contre son père.

L'aveu a beau être la reine des preuves selon Vychinski, Serge Sedov n'en demeure pas moins coupable. Il paiera de sa

1. Léon Trotsky, *Journal d'exil*, *op. cit.*, p. 139.

vie l'échec infligé au Petit Père des peuples. Staline paraphe ainsi de sa plume la liste des condamnés à mort sur laquelle il figure. Le second fils de Trotsky sera jugé à huis clos en un quart d'heure et fusillé sur-le-champ le 29 octobre 1937. Ce verdict restera secret et ses parents n'en sauront jamais rien.

Alors que son frère aîné Léon Sedov, parti en exil avec son père, militant de la IV^e^ Internationale, assassiné par le NKVD en février 1938 dans une clinique parisienne, occupe une large place dans les biographies de Trotsky, Serge est tombé dans l'oubli. L'article de la *Pravda* du 27 janvier 1937 citait son nom pour la première et la dernière fois. Sa résistance silencieuse n'ayant pas laissé de trace, le fils héroïque est resté en marge de l'histoire du père, réduit au rôle de victime passive. Pourquoi cet escamotage ? Aucun des biographes de Trotsky n'a vraiment posé la question.

Certes il est arrivé à Staline d'abandonner des affaires qu'il fabriquait de toutes pièces : ainsi, en 1937, il a essayé de monter un procès des dirigeants de l'Internationale communiste et un procès de diplomates soviétiques, accusant les uns et les autres d'avoir constitué un vaste « réseau trotskyste ». Il a dû finalement renoncer à cette machination au-dessus de ses forces. Mais ses préparatifs étant restés secrets, nul ne pouvait ni deviner son entreprise ni en percevoir l'insuccès. Dans le cas de Serge Sedov, il avait lancé son nom sur le devant de la scène avant de l'effacer pour dissimuler son échec.

I

Une enfance cosmopolite

Depuis février 1904, la Russie est engagée dans une guerre désastreuse avec le Japon. Malgré les affiches triomphales montrant de petits « macaques aux yeux bridés » détalant à toute vitesse devant un géant russe blond, l'armée de Nicolas II vole de défaite en défaite. Après une éphémère vague de chauvinisme, le mécontentement envahit toute la société. Le premier incident risque de se transformer en révolte. Il y en aura deux. À la mi-décembre 1904, la direction de l'usine Poutilov, fabrique de canons et de mitrailleuses, licencie quatre travailleurs membres de la Société des ouvriers de la capitale, fondée un an plus tôt par le pope Gapone, avec l'assentiment de l'Okhrana, la police politique tsariste. La Société, forte alors de plus de 12 000 ouvriers et employés de la capitale, exige leur réintégration, que Gapone négocie en vain. La section de Poutilov décide alors la grève.

Le 2 janvier, les Japonais prennent Port-Arthur après dix mois d'un siège qui a affamé les troupes russes… Le lendemain, 12 800 des 15 000 travailleurs de Poutilov débraient. Puis la grève devient générale. Elle s'étend, le 4, à trois autres usines dont celle de cartouches. Le 7, Pétersbourg compte 140 000 grévistes. Gapone rédige une pétition au tsar, la lit au cours de réunions où les ouvriers exaltés la votent et la signent

massivement. Elle demande un salaire décent, la journée de huit heures, la séparation de l'Église et de l'État, les libertés publiques, le droit de créer des syndicats, l'amnistie des prisonniers politiques, la cession progressive de la terre au peuple et la convocation d'une Assemblée constituante, élue au suffrage universel direct et non censitaire (c'est-à-dire un homme une voix). Gapone invite la population à aller la porter au tsar le dimanche 9 janvier.

Pour demander justice et protection à Nicolas II, il entraîne alors vers le palais d'Hiver un vaste cortège pacifique de travailleurs endimanchés, avec leurs femmes et leurs enfants, chantant des cantiques, brandissant des drapeaux russes et des portraits du tsar, et sans aucune oriflamme rouge. Le tsar, plein de mépris pour cette populace qui le vénère encore, est resté dans sa résidence de Tsarskoïe Selo. Le grand-duc, qui s'est vu confier la capitale, a mobilisé, sans décréter la loi martiale, vingt mille fantassins, mille cavaliers, mille cinq cents cosaques, et quelques milliers de policiers. Puis il leur a donné la consigne de tirer.

Lorsque la tête du cortège, conduit par Gapone, arrive aux abords du palais, la troupe fait feu ; la foule, paniquée, s'enfuit au milieu des salves, qui mitraillent aussi les portraits du tsar et les emblèmes religieux. Jusqu'au soir, la cavalerie sabre des manifestants que l'infanterie achève à la baïonnette. Des barricades éphémères s'élèvent ici et là. Plusieurs centaines de morts jonchent le pavé. Gapone, exclu de la prêtrise par l'Église orthodoxe, s'enfuit à l'étranger. Dans une proclamation vengeresse, il promet la mort « au tsar maudit par le peuple et à son engeance vipérine ». Lénine accomplira sa malédiction en 1918. Ce dimanche sanglant dissipe la confiance obscure de millions de moujiks et d'ouvriers dans le tsar. Pendant deux mois les grèves secouent la Russie, refluent, puis repartent pendant l'été, accompagnées de saisies de terres par des paysans.

L'autocratie a besoin de l'armée pour rétablir l'ordre. Le 5 septembre, la Russie signe la paix avec le Japon. Mais la fin de la guerre ne change rien. Une nouvelle vague de grèves soulève la Russie : le 7 octobre, les cheminots de Moscou débraient en masse ; le 9, un congrès les réunissant à Pétersbourg adopte une charte revendicative envoyée par télégraphe à toutes les lignes. Elle exige la journée de travail de huit heures, les libertés civiques, l'amnistie des prisonniers politiques et une Assemblée constituante.

L'agitation gagne la capitale. Si le centre de Pétersbourg et ses palais italiens éblouissent les visiteurs, les ouvriers et ouvrières, accablés par une journée de travail de quatorze à seize heures, et pour les commis souvent sept jours sur sept, sont parqués dans les taudis ou les baraquements d'une banlieue grise où l'eau potable est rare, la tuberculose et la syphilis fréquentes. Chaque jour, la grève des cheminots gagne une nouvelle ligne, puis emporte les unes après les autres toutes les corporations, commis, cuisiniers, couturières, avocats, médecins, danseurs, acteurs de théâtre : les danseuses des ballets impériaux refusent même un instant de montrer leurs mollets à leurs protecteurs. Le 13 octobre, une trentaine de délégués élus dans plusieurs usines de Pétersbourg forment l'embryon d'un soviet et décident l'élection de délégués dans toutes les usines. Trotsky, alors réfugié en Finlande, se rue à Pétersbourg et à son soviet. Le 17, la grève est générale.

Le Premier ministre Witte persuade Nicolas II de publier un manifeste promettant la liberté d'expression et l'élection d'une chambre, la Douma, au suffrage universel. Le 26 novembre, la police arrête le président du soviet. Il réélit alors trois coprésidents, dont Trotsky. Le 3 décembre 1905, la police arrête l'ensemble du Comité exécutif et le jette en prison. Ses membres sont jugés en octobre 1906. Trotsky justifie pendant son procès le droit du soviet à se préparer à l'insurrection contre un régime de violence permanente. Le tribunal le condamne au bagne à

perpétuité. Il s'enfuira en chemin, gagnera la route de l'exil et se fixera bientôt à Vienne.

C'est là que, le 21 mars 1908, naît son second fils, à Hutteldorf, une banlieue de Vienne. Natalia Sedova lui donne le prénom de son frère aîné, que Staline fera aussi fusiller. Il naît dans le décor enchanteur d'une jolie villa dont les fenêtres donnent sur les montagnes voisines. Sa mère évoque les violettes qui embaumaient les chambres par les fenêtres ouvertes. Mais le propriétaire doublant le loyer dès le mois de mai pour l'ouverture de la saison estivale, les parents doivent déguerpir quelques jours après la naissance de Serge. Ils s'installent dans le quartier de Severing, moins bucolique. Serge et Léon, son frère né deux ans plus tôt, y commencent leur éducation cosmopolite. Au jardin d'enfants puis à l'école, ils parlent l'allemand. Rentrés à la maison, ils continuent entre eux mais, si leurs parents s'adressent à eux en allemand, ils répondent en russe. Ils maîtrisent même le parler viennois : le psychanalyste Alfred Adler, que fréquente Trotsky, les félicite de s'exprimer aussi bien que n'importe quel cocher de fiacre.

La loi autrichienne exigeait que les enfants soient éduqués jusqu'à quatorze ans dans la foi de leur père, et s'inscrivent au cours de catéchisme correspondant. Trotsky avait déjà éprouvé les joies de la religion. Le mariage civil n'existant pas en Russie, il avait dû passer devant un rabbin lorsqu'il avait épousé Alexandra Sokolovskaïa en prison, tout comme Lénine avait dû épouser Nadejda Kroupskaïa à l'église orthodoxe. Trotsky et Natalia étant athées, aucune indication de confession ne figurait sur leurs passeports. Que faire ? Ils choisirent le luthérianisme, à leurs yeux la religion la moins accablante. Les leçons de protestantisme données par une institutrice plaisent au jeune Léon, qui voit dans certaines prières une forme de poésie. Sa mère l'entend un soir chuchoter une prière dans son

lit. On ne sait si Serge subit la même attirance pour Luther… ou pour l'institutrice.

Le catéchisme luthérien ne suffit pas à effacer les réflexions suscitées dans la tête des deux enfants par les conversations familiales ; un jour, Serge lâche en public, dans un silence consterné : « Dieu n'existe pas et le Père Noël non plus ! »

Selon Trotsky, il fut très tôt animé par un esprit de contradiction. Il n'en donne malheureusement qu'un unique exemple. À la fin du mois de juillet 1914, la folie belliciste qui s'empare de l'Europe ravage l'Autriche. Les palissades et les murs de Vienne se couvrent d'inscriptions : « *Alle Serben müssen sterben* [Tous les Serbes doivent mourir] », pour expier l'assassinat cinq semaines plus tôt de l'héritier du trône, l'archiduc François-Ferdinand, par un nationaliste serbe. Sur la pelouse de Severing, devant ces affiches et les gamins qui les contemplent, Serge s'écrie « *Hoch Serbien !* [Vive les Serbes !] ». Ses voisins lui donnent une raclée. Il rentre à la maison couvert de bleus, les yeux pochés, mais sans avoir capitulé devant les enfants patriotes. Ce fut, selon son père, « sa première expérience de politique internationale[1] ».

Le 1er août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie, qui a donné la veille l'ordre de mobilisation générale. Trotsky déambule avec ses garçons dans Vienne envahie par une foule hystérique. Cette fureur chauvine dans la mosaïque de nationalités qu'est l'Autriche-Hongrie, négation même de l'idée de nationalité, le stupéfie. La société contemporaine, explique-t-il, repose sur une masse d'individus à la vie d'une monotonie sans espoir : « Le tocsin de la mobilisation générale intervient dans leur existence comme une promesse […], on entre dans le royaume du neuf et de l'extraordinaire[2]. » Ce bouleversement semble leur

1. Léon Trotsky, *Ma vie*, Gallimard, 1953, p. 242.
2. *Ibid.*